

Monsieur le président,

L'**UFAP UNSa Justice** a pris acte de votre nomination aux responsabilités de Directeur de l'Administration Pénitentiaire et, remarque votre présence à la présidence de cette instance le CSA AP.

Être présent devant nous aujourd'hui, dans la première instance de cette direction du Ministère de la Justice, laisse présager un respect envers nous, partenaires sociaux, et semble indiquer une volonté de dialogue riche et constructif.

Vous êtes conscient que la situation de notre environnement professionnel est tendue et délicate. La souffrance au travail tous corps et grades confondus et préoccupante, nous souhaitons avec votre engagement, parvenir à l'atténuer voire l'éliminer.

La surpopulation carcérale chronique, bat mois après mois tous les records pour atteindre des sommets et rien ne semble pouvoir arrêter cette inflation de matelas au sol, pour atteindre des taux d'occupation dépassant les 200% ! Aussi, l'augmentation des missions extérieures, le développement des peines alternatives, la libéralisation des régimes de détention, l'essor des activités sont des marqueurs importants de la surcharge de travail des professionnels sous votre responsabilité. Tous ces éléments compromettent les conditions de travail et la sécurité des agents ainsi que des structures. D'autant plus que les actes de violence envers les personnels continuent d'augmenter.

Pour l'**UFAP UNSa Justice**, les représentants de l'administration sont passifs, imposant des cadences de travail effrénées qui mettent en péril la sécurité et la santé des agents. Et par-dessus tout, l'administration s'obstine à ne pas payer les heures effectuées au-delà des 108h00, temps de **travail forcé** dissimulé pour le seul intérêt de la continuité du service.

Le constat est le même dans les Services d'Insertion et de Probation où le manque de personnels (CPIP, PA, ASE) est flagrant, cela malgré l'explosion du nombre de personnes suivies. Et ce n'est malheureusement pas cette année avec un nombre insuffisant de recrutement de CPIP que les choses vont s'arranger ! L'épuisement professionnel et la dégradation de nos conditions de travail persistent.

La reconnaissance de vos personnels est primordiale, il est essentiel d'engager une discussion sur la redéfinition des métiers et des missions. Il est urgent d'en redonner du sens, d'accorder de l'autorité au personnel et de gérer les problèmes de récidive de manière différente de ce qui est fait aujourd'hui. Le projet d'alternative à la discipline ne répond en rien à rétablir l'autorité du Personnel mais plus à promouvoir une idéologie remettant en cause l'ordre et la discipline : **l'impunité deviendra la règle dans nos détentions.**

Enfin, l'**UFAP UNSa Justice** ne peut ignorer les difficultés que rencontrent nos Personnels Administratifs pour obtenir une juste reconnaissance de leur régime indemnitaire. La réduction de leur indemnité de ½ de leur IFSE reste en travers de la gorge.

## **Le ras le bol des personnels est légitime, et l'administration se doit d'être à l'écoute !...**

Nos établissements pénitentiaires que ce soit sur l'hexagone ou dans les départements ultra-marins, pourraient à ce jour, être classés "SEVESO" ! La situation est explosive ! Monsieur le directeur, des mesures fortes sont maintenant indispensables pour lutter contre la croissance exponentielle de la population pénale et combler le manque d'effectifs en personnel causé par le manque d'attractivité.

## **L'UFAP UNSa JUSTICE, L'ENGAGEMENT QUOTIDIEN AU SERVICE DU TERRAIN !**

Le Secrétaire Général,  
Emmanuel CHAMBAUD